

LES HOMMES DE MAIN DES PRÉSIDENTS

Le « Benallogate », devenu en quelques jours une affaire d'Etat, est révélateur d'un système de pouvoir où la confiance du Président semble aveugler ceux qui le servent. Des gros bras du SAC sous de Gaulle aux gendarmes de l'Elysée sous Mitterrand, la Vème République est fertile en dérives des « hommes de main » du président, qui se croient parfois tout permis.

Par Charles Jaigu et Vincent Nouzille

L

es barbouzes sont-elles de retour ? L'affaire Benalla – ce proche du président Macron accusé de violences lors des manifestations du 1^{er} Mai et longtemps couvert par l'Elysée – semble en attester. L'incident initial s'est transformé en quelques jours en véritable scandale d'Etat. Les révélations des médias et des enquêtes déclenchées dans la foulée n'ont pas fini de surprendre : l'ancien garde du corps du candidat Macron était devenu, depuis l'élection de son mentor, un homme tout-puissant dans l'ombre du Président. Nommé adjoint au chef de cabinet d'Emmanuel Macron en juin 2017, Alexandre Benalla avait, semble-t-il, la haute main sur la sécurité des déplacements présidentiels. Il s'est même vu confier par son patron la mission de réformer le dispositif de sécurité : celui-ci repose essentiellement sur le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), composé de gendarmes et de policiers

d'élite, qui dépend officiellement du ministère de l'Intérieur. Objectif : donner plus de liberté aux hommes de l'Elysée pour faire ce qu'ils veulent.

Omniprésent lors des voyages, promu au rang de lieutenant-colonel dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie sur ordre de l'Elysée, Alexandre Benalla bénéficiait visiblement d'appuis et de sésames hors du commun. Ses dérapages et les dysfonctionnements qui ont suivi révèlent à quel point le pouvoir élyséen peut aveugler ceux qui ont pourtant promis de changer les règles. Emmanuel Macron, qui fonctionne, depuis les débuts de son ascension politique météorique avec une équipe restreinte de collaborateurs, a entraîné avec lui des militants dévoués tout autant que des carriéristes pressés. L'ivresse de la victoire et celle du pouvoir ont fait tourner les têtes.

Il est vrai que les présidents successifs de la V^e République n'ont jamais lésiné sur l'emploi de séides et de fidèles, prêts à tout pour les servir, y compris à franchir les lignes jaunes. Des sombres histoires du Service d'action civique (SAC), le service d'ordre du parti gaulliste, aux scandales de la cellule des gendarmes de l'Elysée sous François Mitterrand, la liste est longue de ces

dérives, imputables aux présidents eux-mêmes. Souvent méfiants à l'égard des services officiels, ils préfèrent parfois s'entourer d'hommes de toute confiance, davantage choisis pour leur loyauté aveugle que pour leurs compétences.

Ceux qui reçoivent les injonctions de ces « hommes du Président » peuvent difficilement résister à leurs pressions. L'ancien préfet Rémy Pautrat, qui prit en 1985 les rênes de la Direction de la surveillance du territoire (DST), eut ainsi une « *explication orangeuse* » avec les collaborateurs du président François Mitterrand, lorsqu'il arrêta de transmettre des renseignements sur des personnes privées que l'Elysée exigeait avec insistance. A la DST, une « brigade du chef » recueillait des informations sensibles réclamées et les transmettait chaque semaine au directeur de cabinet du Président. Rémy Pautrat put mettre fin à cette pratique parce qu'il avait l'appui de son ministre de l'Intérieur de l'époque, l'intraitable Pierre Joxe, qui avait peu de considération pour l'équipe entourant alors François Mitterrand. Tous les titulaires de la Place Beauvau n'ont pas eu cet esprit de résistance !

V.N. →



Alexandre Benalla,
26 ans, adjoint au chef de
cabinet du président de la
République, aux côtés
d'Emmanuel Macron.

ANNÉES DE GAULLE : LES GROS BRAS DU SAC

On est très loin, dans le temps, et dans le style, des barbouzeries menées dans les années 1960 au nom du général de Gaulle à l'intervention ponctuelle et erratique d'Alexandre Benalla dans une manifestation qui tourne mal. Les turbulences historiques en cours dans ces années-là sont d'une autre gravité. Elles portent les germes d'une guerre civile. La guerre d'Algérie d'abord, les événements de 1968 ensuite suscitent des initiatives rugueuses de la part du pouvoir gaullien en place. Les archives de Jacques Foccart l'attestent. Le conseiller de De Gaulle à l'Elysée, de 1958 à 1969, a donné des ordres ciblés d'élimination pendant la guerre d'Algérie. Même quand il n'est pas question d'exécutions discrètes – une pratique que François Hollande a revendiquée contre les djihadistes – les services parallèles de la République font ce qu'il faut pour déstabiliser l'ennemi du moment : FLN, OAS ou gauchistes de tout poil. Le Service d'action civique (SAC) est l'un des canaux de cette politique. Il a été créé en 1960 « pour faire connaître la pensée et l'action du général de Gaulle », décrit sobrement le statut de l'association. Il ne s'agit pas d'un service dépendant de l'Elysée, mais plutôt du bras armé des mouvements gaullistes qui sera dissous par François Mitterrand en 1982, après un règlement de comptes entre anciens du SAC entraînant la mort d'un certain Jacques Massié et de toute sa famille, y compris un enfant de 7 ans. Au commencement du SAC, on trouve Pierre Debizet, un ancien de la France libre et du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA)



Jacques Foccart, conseiller du général de Gaulle, officiellement en charge de l'Afrique à l'Elysée, avait la haute main sur les services secrets et les officines liées au pouvoir.

qui agissait depuis Londres, et Jacques Foccart, lui aussi résistant de la première heure. Ce dernier est le plus en vue. Il est, dès 1958, repéré par la presse comme « *homme de main* » du Général, dont il est un fidèle depuis le début des années 1950. A l'Elysée, il est chargé de l'Outre-Mer et de la fameuse cellule Afrique. Foccart est avant tout d'une fidélité indéfectible à de Gaulle malgré son opposition à l'indépendance de l'Algérie, comme l'établit la biographie méticuleuse de Frédéric Turpin parue en 2015 *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions), qui décrit un personnage moins noir que sa légende, et surtout voué corps et âme à son chef – il n'amassera aucune fortune personnelle.

Les collaborations du SAC avec « le milieu » auraient commencé dans les années de la guerre d'Algérie, après le départ des grognards du gaullisme, hostiles à sa nouvelle politique d'indépendance. Foccart

confie dans un livre d'entretien que ce sont surtout les événements de 1968 qui ont ouvert le SAC à des individus venus de l'extrême droite ou du gangstérisme. « *Quand il y a le feu, on ne demande pas leur casier judiciaire aux pompiers volontaires, des gens peu recommandables en avaient profité pour s'infiltrer* », dit-il à propos de la lutte contre les émeutiers de Mai 68. On attribue au SAC une longue liste de forfaits, dont le tabassage de manifestants devant le QG de la France libre, rue de Solferino, le 11 mai. L'enlèvement du chef de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka, en 1965, qui lui a été imputé, n'aurait pas été une initiative du SAC. Jacques Foccart est maintenu à l'Elysée par Georges Pompidou. La longévité de sa carrière, l'importance politique de son rôle dans les années de décolonisation le placent très au-dessus des habituels hommes de confiance chargés des basses œuvres qui entourent depuis toujours les présidents en exercice.



Le commandant Christian Prouteau (à droite), fondateur et patron du groupe d'élite de la gendarmerie (GIGN), devenu le protecteur des secrets du président François Mitterrand.

ANNÉES MITTERRAND : LES COW-BOYS DU PRÉSIDENT FONT LES 400 COUPS

Les dérives prennent une nouvelle tournure sous l'ère Mitterrand. Elu le 10 mai 1981, le président socialiste se méfie comme de la peste des services secrets et de la police, suspectés d'être truffés d'ennemis politiques. François Mitterrand redoute d'être victime de complots ourdis par des officines liées à la droite gaulliste visant à le renverser, voire de subir le destin tragique de Salvador Allende, le leader socialiste chilien tué lors d'un coup d'Etat militaire en 1973.

François Mitterrand se repose donc sur ses fidèles. Son conseiller spécial François de Grossouvre, le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, et le ministre de la Défense, Charles Hernu, estiment que le Président est mal protégé. Au printemps 1982, des agents du service action de la DGSE, en mission commandée, réussissent à approcher le président sans être repérés, ce qui démontre la perméabilité du dispositif de sécurité. Fils de gendarme, Charles Hernu conseille François Mitterrand d'avoir recours aux services du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), dirigé par son fondateur, le commandant Christian Prouteau. Convoqué à l'Élysée par François de Grossouvre, le chef du GIGN se voit confier la tâche, en juillet 1982, de créer, avec ses hommes, le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR). Dévoué, Prouteau apprend en même temps qu'il doit protéger à tout prix « le » grand se-

cret de François Mitterrand : l'existence de sa « deuxième famille », à savoir sa maîtresse Anne Pingeot et sa jeune fille Mazarine, qui sont logées quai Branly, dans une annexe de l'Élysée. Les gendarmes commencent donc à accompagner Mazarine à l'école ou, lorsqu'elle passe le week-end avec sa mère, dans le domaine présidentiel de Souzy-la-Briche, à l'abri des regards indiscrets. Le système dérape rapidement. Après l'attentat de la rue des Roisiers, le 9 août 1982, le Président décide de réorganiser la lutte antiterroriste, dont il dénonce les « carences ». Le commandant Prouteau, qui supervise déjà sa sécurité personnelle, est chargé de piloter une nouvelle « cellule » élyséenne de coordination et d'action contre le terrorisme. Il a carte blanche pour recruter des agents, procéder à des écoutes, recueillir des renseignements, hors de tout cadre habituel. « J'ai constitué un système parallèle », admettra Prouteau. Ses « hommes du Président », venus principalement du GIGN, mais aussi d'autres services, se croient tout permis. Au sein de la cellule, ils constituent un « groupe d'action mixte » (GAM), composé d'une douzaine de policiers et de gendarmes. Ces cow-boys effectuent des missions nocturnes en Corse pour surveiller des nationalistes. Ils essaient d'assassiner un mercenaire d'extrême droite suspecté de vouloir tuer le président. Ils se rendent en Suisse durant les fêtes de fin d'année 1982 pour tenter de « neutraliser » le terroriste Carlos, censé venir sur place ! Surtout, le bras droit de Prouteau, Paul Barril, qui dirige le GIGN, a son bureau à l'Élysée. Ce spécialiste des barbouzeries est incontrôlable. Le 28 août 1982, avec ses hommes, il interpelle trois présumés terroristes irlandais dans un appartement de Vincennes. Sur place, les gendarmes saisissent des armes et des explosifs. Problème : c'est Paul Barril qui les a

apportés lui-même pour charger les suspects ! Les procédures sont illégales, le scandale énorme. Paul Barril est mêlé à d'autres sombres histoires : des contacts avec le chef du groupe terroriste Action directe, Jean-Marc Rouillon, des préparatifs d'un coup d'Etat à Haïti, des livraisons d'armes au Nicaragua, le cambriolage d'un magasin de métaux précieux à Paris. La justice le blanchit, mais il finit par être écarté du GIGN et de l'Elysée.

Cela n'empêche pas le commandant Prouteau de poursuivre les coups tordus. A grande échelle cette fois. Car la mission antiterroriste finit par se confondre avec la sécurité du Président et de ses proches. La cellule profite, en effet, de ses contingents d'écoutes téléphoniques pour surveiller tous ceux qui pourraient révéler l'existence de sa « deuxième famille » cachée. Cela commence fin 1983 avec l'écrivain Jean-Edern Hallier qui veut faire publier un pamphlet au vitriol sur le sujet, pré-titré *Tonton et Mazarine*. L'entourage d'Hallier est écouté, de sa cuisinière à son valet de chambre en passant par le restaurant où il déjeune et le bar où il achète ses cigarettes. « *Je sais où il est et ce qu'il fait à tout moment du jour et de la nuit* », se vante François Mitterrand. Incidemment, la cellule « branche » de plus en plus de supposés ennemis – et même des amis – du Président : avocats, journalistes, actrices, hommes d'affaires, et même Paul Barril ! Au total, au moins 150 personnes sont écoutées de manière totalement illicites entre 1983 et 1986, et plus de 2 000 de leurs contacts répertoriés dans des fichiers illégaux. Une information judiciaire, ouverte en 1995, conduira plusieurs responsables de l'Elysée devant le tribunal correctionnel de Paris fin 2004. Christian Prouteau et Gilles Ménage, qui était directeur adjoint du cabinet du Président, seront condamnés à des peines de six mois avec sursis, puis amnistiés peu après.



Jean-Edern Hallier, surveillé par les hommes de Mitterrand à propos d'un projet de pamphlet, publiera son manuscrit « L'honneur perdu de François Mitterrand ».

Dans leur jugement, les magistrats mettront en évidence la responsabilité cruciale du président Mitterrand, principal « *inspirateur et décideur* » de ce système occulte.

ANNÉES CHIRAC : DES FIDÈLES POUR DOUBLER LES SERVICES

Lorsque Jacques Chirac arrive à l'Elysée en mai 1995, il prend soin de ne pas retomber dans le même travers caricatural que son prédécesseur. Néanmoins, l'ancien maire de Paris et ex-Premier ministre cultive la même défiance instinctive à l'égard des services de renseigne-

ment. Prudent, il préfère se reposer sur quelques hommes bien placés ou en marge du système. Il fait parfois appel à Jean-Charles Marchiani, ancien du SDECE (l'actuelle DGSE) et protégé corse de Charles Pasqua, notamment pour des libérations d'otages. Le Président rappelle également à ses côtés en 2001 Philippe Massoni, ancien patron des RG et préfet de police de Paris, un homme sûr, fort de réseaux solides.

Pour sa part, le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, reçoit régulièrement des visiteurs du soir au profil controversé, qu'il s'agisse de l'avocat de la Françafrique Robert Bourgi ou de l'intermédiaire Alexandre Djouhri. Et il fait le point deux fois par mois avec Yves Bertrand, inamovible patron des RG de 1992 à 2004 et détenteur des secrets les plus inavouables de la République. « *Je rapportais tout ce que*



Le général Philippe Rondot, homme de confiance du président Chirac et de Dominique de Villepin, lors du procès de l'affaire Clearstream, fin 2009, où il ne fut que témoin.

*je savais à Dominique de Villepin, témoignera Yves Bertrand dans *Ce que je n'ai pas dit dans mes carnets...* (Fayard). Jacques Chirac n'attendait pas du directeur des RG qu'il lui révèle des secrets d'alcôve. Ce qu'il priait, c'était le renseignement politique. Il voulait être au courant des coups tordus qui se préparaient contre lui et contre l'Etat. »*

Lorsque, en septembre 2001, Jacques Chirac suspecte le cabinet de Lionel Jospin à Matignon, via la DGSE, de préparer des boules puantes pour la future campagne présidentielle, il demande à un autre homme de l'ombre, proche de Villepin, le général Philippe Rondot, de mener une enquête. Ce gradé, qui occupe un poste clé pour les affaires sensibles auprès du ministre de la Défense, constitue un épais dossier sur une équipe de la DGSE qui aurait enquêté sur un présumé compte secret de Jacques Chirac au

Japon. Le Président écrit à Jospin pour lui dire son courroux. Réélu en 2002, il fait tomber les têtes à la DGSE et à la DST, qui est également soupçonnée d'avoir voulu déstabiliser l'Elysée.

Jacques Chirac et Dominique de Villepin font toute confiance au général Rondot afin de piloter des investigations parallèles. Désormais ministre des Affaires étrangères, Villepin, alerté par son ami Jean-Louis Gergorin, croit que son rival Nicolas Sarkozy peut tomber dans une affaire de liste de comptes offshore de la chambre de compensation luxembourgeoise Clearstream. Début 2004, Rondot est chargé par Villepin, sur instruction de l'Elysée, de vérifier discrètement la validité de ses listings, qui s'avèrèrent falsifiés. Villepin et Rondot seront finalement blanchis de toute accusation dans l'affaire Clearstream. Mais la rumeur d'un « cabi-

net noir » au service de Chirac n'a fait que s'amplifier avec cette histoire.

ANNÉES SARKOZY-HOLLANDE : LE TEMPS DES COMBINES

Nicolas Sarkozy a fait l'objet de nombreuses poursuites judiciaires avant et après sa présidence, qui portent sur le financement de ses campagnes présidentielles, mais il n'a pas été visé par un scandale lié aux services de sécurité de l'Elysée dans ses années élyséennes. En revanche, son cabinet a été mis en cause dans l'affaire dite des sondages, où ses services auraient surfacturé des enquêtes d'opinion en faveur de son conseiller extérieur, Patrick Buisson. Ironiquement – ou cruellement – cette enquête a été ouverte après l'ouverture des livres de l'Elysée au contrôle par la Cour des comptes, voulue par Nicolas Sarkozy, pour la première fois dans l'histoire de la Ve. Les liens de son ancien secrétaire général, Claude Guéant, avec des « intermédiaires sulfureux », intéressent également les juges, mais ces affaires se sont développées après la fin de la présidence Sarkozy. Par ailleurs, les soupçons d'un « cabinet noir » élyséen, par exemple pour faire tomber Dominique Strauss-Kahn, n'ont jamais été clairement étayés. En revanche, le quinquennat Hollande a connu quelques turbulences qui montrent la difficile gestion des questions de sécurité à l'Elysée. La première est une affaire restée peu médiatisée qui implique le service de sécurité du Palais et l'entourage proche du président d'alors. Elle a été révélée par Bernard Muenkel, ancien chef du service informatique de l'Elysée, dans

une interview à *Valeurs actuelles* en octobre 2013. Il lui aurait été demandé d'accomplir des recherches illégales de documents numériques susceptibles de mettre directement en cause Nicolas Sarkozy. Cette fois-ci, le personnage clé s'appelle Eric Bio-Farina. Son profil est plus classique. Il est devenu le commandant militaire de l'Elysée en 2012. Ancien patron du groupement de gendarmerie en Corrèze, il fait partie des hommes de confiance de François Hollande, de cette « promotion corrèzienne » que le chef de l'Etat a placée à divers postes clés, comme le directeur de cabinet adjoint Alain Zabulon, qui a été préfet de Corrèze de 2008 à 2011.

Or, le 8 avril 2013, le colonel Bio-Farina a expliqué à Muenkel qu'il avait reçu une demande d'un juge pour effectuer des recherches dans les archives informatiques de l'Elysée sur une série de noms et de mots-clés. De « A » comme arbitrage à « T » comme Tapie en passant par Borloo, Bredin, Lagarde et Mazeaud. Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que cette recherche d'information, présentée comme « strictement confidentielle » par Bio-Farina, aurait eu pour objectif de nourrir l'équipe Hollande en munitions. On est alors au cœur de l'offensive judiciaire et parlementaire qui accuse Nicolas Sarkozy de collusion avec Bernard Tapie dans la résolution de son contentieux avec le Crédit lyonnais.

Muenkel sait que le cabinet de François Hollande n'est pas autorisé à consulter ces documents, qui sont normalement entreposés aux Archives nationales. Seul Nicolas Sarkozy peut en autoriser la consultation, sauf si une instruction judiciaire en exige la mise à disposition. Il se dépêche donc de remettre aux Archives nationales le disque dur contenant toutes les correspondances mails de l'époque Sarkozy. Informé, le colonel Bio-Farina ne cache pas sa colère. Le 11 avril, en fin de



Le colonel Eric Bio-Farina, commandant militaire de l'Elysée à partir de 2012, avec le président François Hollande.

matinée, il convoque Bernard Muenkel, en présence de la responsable des archives, Mme Van den Neste, et du commandant Minet, un gendarme qui a, lui aussi, été en poste en Corrèze. « *Le colonel Bio-Farina veut que l'archiviste du palais me restitue ce disque pour que je fasse les recherches demandées. La responsable des archives du palais explique à son tour avec beaucoup de calme que cela ne peut se faire sans autorisation du cabinet de l'ancien président* », raconte Muenkel. Le colonel sort de ses gonds. « *On regardait tous le bout de nos chaussures* », confie-t-il. Jointe par *Le Figaro*, Mme Van den Neste a confirmé l'existence de cette réunion, elle confirme aussi qu'elle était dans l'impossibilité de restituer le disque dur à Bio-Farina.

Cette guerre des archives a notamment été confirmée par Jean-Louis Debré, qui l'évoque dans *Ce que je ne pouvais pas dire*, ses carnets de la période 2007-2016, à la date du 16 mai 2013. Il relate que Nicolas Sarkozy lui dit ne pas pouvoir accéder à ses propres archives, toujours retenues à l'Elysée, « *contre toutes les règles de droit* ». Il cite également la lettre de l'ancien directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, Christian

Frémont, qui décrit le manque de coopération de l'équipe Hollande, et souligne que cela « *pose un sérieux problème de fond* ».

Le préfet Alain Zabulon, l'autre « Corrèzien » impliqué dans la gestion du dossier Muenkel, a été mis en cause dans l'affaire Cahuzac et auditionné par la commission de l'Assemblée nationale en juin 2013. Ses explications très vagues ont donné le sentiment d'une volonté de protéger le ministre du Budget, alors qu'il avait reçu par téléphone, dès décembre 2012, un témoignage très clair de l'ancien maire de Villeeneuve-sur-Lot, Michel Gonelle, qui est à l'origine du fameux enregistrement de Cahuzac où il évoque son compte en Suisse. Pour le remercier – ou l'éloigner de l'Elysée – Zabulon a été promu en juillet 2013 coordonnateur national du renseignement, où il restera moins de deux ans.

Enfin, l'organisation de la sécurité du président Hollande a fait l'objet de plusieurs polémiques en 2015. « *La sécurité du Président n'est pas assurée* », ont fait savoir à l'époque plusieurs gendarmes du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR). ■

Charles Jaigu et Vincent Nouzille

LE 11 QUAI BRANLY

Alexandre Benalla avait reçu l'accord de l'Elysée pour s'installer dans l'une des résidences parisiennes les plus discrètes de la République. Enquête sur un lieu du pouvoir insoupçonnable.

Quand Nicolas Sarkozy a négocié la concession du quai Branly avec les Russes, certains dignitaires de la République se sont émus, raconte un haut fonctionnaire. *On se doutait bien que les bulbes de la cathédrale orthodoxe cacheraient quelques micros et caméras...* » Le chantier de Vladimir Poutine avait de quoi inquiéter le voisinage. Adjacent à l'édifice religieux, un vaste quadrilatère accueille en effet, sans autre signe apparent qu'un drapeau tricolore, certaines des personnalités les plus exposées de la République. Celles qui ont un contact direct et quotidien avec le chef de l'Etat. Le bâtiment, construit en 1861 pour servir d'écuries, devenu dépendance de l'Elysée en 1881, s'étend sur une surface de 5 300 mètres carrés sur laquelle sont répartis 63 appartements de fonction de taille variable. *« Il est impossible d'obtenir un bail dans ce lieu très prisé et bien situé sans la signature expresse du directeur de cabinet du président de la République »*, assure un ancien résident.

Une trentaine de locataires, considérés comme répondant à une nécessité absolue de service (« NAS »), sont dispensés de loyer. Selon les informations du *Monde*, Alexandre Benalla y était officiellement domicilié depuis le 9 juillet. En tant que chef adjoint de cabinet, il en aurait été exempté au même titre que les conseillers diplomatiques, le patron de la DGSE, le chef d'état-major des armées, le coordonnateur national du renseignement, le chef des cuisines ou celui de l'intendance qui résident là avec leur famille. Une liste non confirmée par l'Elysée. Ces résidents paient toutefois des charges, ce qui représenterait environ, selon une information de 2013, 200 000 € par an.

DES APPARTEMENTS BIENTÔT RÉNOVÉS

Outre sa situation exceptionnelle, sur les rives de la Seine, à quelques pas de la tour Eiffel, l'immeuble ne donne pas une impression de luxe excessif. Classé monument historique depuis 2002, désamianté en 2016, il n'aurait pas fait l'objet de travaux depuis des années et, selon un visiteur du soir, se trouverait *« dans un état assez vétuste »*. L'Elysée confirme que quatre appartements *« en mauvais état »* sont en voie de rénovation. Quelques studios et deux-pièces accueillent les lingères de l'Elysée, des officiers de sécurité, des majordomes, certains cuisiniers et jardiniers. Ceux qui sont arrivés avant 2013 logent gracieusement. Depuis que Sylvie Hubac, directrice de cabinet de François Hollande, a clarifié cette distribution discrète mais réelle d'avantages en nature, les nouveaux résidents « non NAS » doivent payer un loyer. En vertu d'une convention d'occupation précaire,



Entre le musée du Quai Branly et la cathédrale russe, habitent une soixantaine de collaborateurs du Président et leur famille.

ceux qui sont *« tenus par un service d'astreinte »* s'acquittent d'une redevance égale à 50 % de la valeur locative, indexée sur les références les plus basses des logements anciens du quartier.

Dimanche dernier, quatre têtes blondes en trottinette composaient un code pour ouvrir l'une des trois portes derrière lesquelles s'étend une cour arborée avec une vingtaine de voitures garées à l'ombre de marronniers, de ginkgos bilobas et de tilleuls. Au loin, un portique de balançoires laisse deviner une résidence familiale. *« A mon avis, cette colocation ne diffère en rien d'une autre, note Hubert Védrine qui a refusé l'appartement mis à sa disposition à l'époque où il était secrétaire général de l'Elysée (1991-1995), préférant rester chez lui. La cohabitation est très discrète, bonjour bonsoir, pas plus que dans n'importe quelle résidence avec un gardien. Ce site est utile pour loger des personnels techniques et quelques collaborateurs du Président, peu nombreux, qui doivent se rendre très disponibles. »*

D'autres personnalités ont refusé de s'y installer. C'est le cas du précédent coordonnateur national du renseignement (CNR), l'ex-ambassadeur Didier Le Bret qui, par pure coïncidence, forme un couple avec Mazarine Pingot. La fille du président François Mitterrand ayant vécu, elle, une bonne partie de son enfance cachée dans les murs du 11 quai Branly avec sa mère, a opposé un « non » catégorique à son compagnon lorsque l'opportunité de s'y installer s'est présentée. *« Nous étions sur les listes de Daech, et on nous a proposé le même appartement, au deuxième étage, dans lequel Mazarine avait vécu. Ce fut sans appel »*, sourit-il. ■

Guyonne de Montjou